

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND VERDUN

Cellule Achats
11 Rue du président Poincaré
BP 80719
55107 VERDUN

☎: 03 29 83 44 22

📠: 03 29 83 44 04

✉ : grp-juridique@grandverdun.fr



Grand **Verdun**

Communauté d'Agglomération

REQUALIFICATION RUE DU GENERAL SARRAIL - BELLEVILLE SUR MEUSE

Voirie et éclairage public

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

<p><u>Date et Heure de remise des Offres :</u> Mercredi 13 novembre 2024 - 12h00</p>

1.	Objet et étendu de la consultation	3
1.1.	Objet du marché	3
1.2.	Etendue de la consultation	3
1.3.	Décomposition en tranche et lot	3
1.4.	Maîtrise d'œuvre	3
1.5.	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et variante	3
1.6.	Condition de participation des concurrents	3
1.7.	Nomenclature Communautaire CPV	3
2.	Conditions de la consultation	4
2.1.	Période de préparation	4
2.2.	Délai	4
2.3.	Délai de validité des offres	4
2.4.	Mode de règlement du marché et modalités de financement	4
3.	Contenu du dossier de consultation	4
4.	Présentation des candidatures et des offres	5
4.1.	Candidature	5
4.1.1.	Pièces	5
4.1.2.	Dispositions diverses	5
4.2.	Pièces de l'offre	6
4.3.	Sous Traitance / Cotraitance	6
5.	Sélection des candidatures et jugement des offres	6
5.1.	Critères	6
5.1.1.	Candidature	6
5.1.2.	Offre	6
5.2.	Rejet automatique des offres	7
6.	Visite	7
7.	Conditions d'envoi ou de remise des plis	7
7.1.	Transmission papier	7
7.2.	Transmission électronique	8
8.	Renseignements complémentaires	9
8.1.	Demande de renseignements	9
8.2.	Echanges	9
8.3.	Présentation de l'offre	9
9.	Droit et Langue applicable	9
10.	Négociation	9

Règlement de la Consultation

Article 1. Objet et étendu de la consultation

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet les travaux de voirie et d'éclairage public dans le cadre de la requalification de la rue du Général Sarrail à Belleville-sur-Meuse (55430).

1.2. Etendue de la consultation

Ce marché est conclu selon une procédure adaptée au sens des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

1.3. Décomposition en tranche et lot

Le marché ne se décompose ni en tranche ni en lot.

1.4. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par SAFEGE SUEZ.

1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE) et variante

Le marché ne fait ni l'objet de PSE ni l'objet de variantes.

1.6. Condition de participation des concurrents

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

1.7. Nomenclature Communautaire CPV

Classification principale
45233140-2 - Travaux routiers 45316110-9 - Installation de matériel d'éclairage public

Article 2. Conditions de la consultation

2.1. Période de préparation

Le marché fait l'objet d'une période de préparation d'**un (1) mois** à compter de l'ordre de service ; période pendant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis. Cette période peut être raccourcie.

2.2. Délai

Le délai d'exécution des travaux est de **cinq (5) mois** à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux.

2.3. Clause sociale

Le marché fait l'objet d'une clause sociale conformément au CCAP.

2.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5. Mode de règlement du marché et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Crédits ouverts au budget de la Communauté d'Agglomération. Imputation en section d'investissement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Article 3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient :

- Le **règlement de la consultation** (RC)
- l'**acte d'engagement** (AE) et son annexe
- Le **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP)
- Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP)
- Le **Bordereau des prix unitaires** (BPU)
- Le **Détail Quantitatif Estimatif** (DQE)
- La **note méthodologique**
- **Annexe 1** - Cotraitant (à joindre le cas échéant dans l'AE)
- Les plans et annexes techniques

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://webmarche.adullact.org/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=505112&orgAcronyme=r5m>

Article 4. Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française. Elles seront exprimées en EURO.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui le cas échéant.

4.1. Candidature

4.1.1. Pièces

- A. Lettre de candidature identifiant le candidat et sa structure juridique. La lettre de candidature contient également les coordonnées auxquelles le candidat est joignable. En cas de groupement, le candidat indique s'il est mandataire, la nature juridique du groupement et sa composition
- B. Attestation sur l'honneur indiquant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- C. Le cas échéant, copie du jugement si le candidat est en redressement judiciaire
- D. Attestation des administrations compétentes justifiant que le titulaire à procéder à l'ensemble des déclarations fiscales et sociales lui incombant.
- E. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- F. Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- G. Liste d'au moins trois prestations similaires au présent marché effectuées au cours des trois dernières années, accompagnée de d'attestations de bonne exécution comprenant le montant, l'objet, la date et le lieu d'exécution des travaux.
- H. Liste des moyens matériels et humains de l'entreprise avec notamment la description des capacités techniques des intervenants

Pour les pièces A,B et E, la transmission du DC1 et du DC2 est possible.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.1.2. Dispositions diverses

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai qui ne saurait être supérieur à 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Si la candidature de l'entreprise est incomplète, le pouvoir adjudicateur pourra tout de même l'accepter sans demander de complément si les pièces de candidatures demandées ont déjà été produites par le soumissionnaire pour une précédente consultation datant de moins de 6 mois à compter de la date de remise des offres. Si ces documents n'ont pas été produits, ou s'ils datent de plus de six mois, le pouvoir adjudicateur pourra demander un complément de candidature.

4.2. Pièces de l'offre

Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement (A.E.)** signé avec en annexe
 - o un RIB
 - o le cas échéant l'annexe co traitant

- o Les délégations de pouvoir
- **Le détail estimatif / Bordereau des prix**
- **Un mémoire technique / Note méthodologique**
- **L'annexe clause sociale**

Les autres pièces du DCE sont contractuelles mais n'ont pas à être remises avec l'offre.

Des précisions pourront être demandées par écrit à tous les candidats ayant présenté une offre.

4.3. Sous Traitance / Cotraitance

En cas de candidature groupée, chaque cotraitant doit produire les pièces de l'article 4.1.1 du présent RC justifiant de leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

En cas de sous traitance, le candidat devra annexer à l'acte d'engagement une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 disponible sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>). Les pièces de l'article 4.1.1 justifiant des capacités professionnelles, techniques et financières de chaque sous-traitant doivent également être produites (à l'exception du DC1).

L'article 4.1.2 est applicable dans tous les cas.

Article 5. **Sélection des candidatures et jugement des offres**

5.1. Critères

5.1.1. Candidature

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

1-Garanties et capacités techniques et financières

2-Références

5.1.2. Offre

Le jugement des offres se fera selon les critères suivants :

Libellé	%
1- Prix	60
2 - Valeur Technique	40

La Valeur technique est analysée sur 100 et ramené à 40 points selon les sous critères suivants :

<u>Chapitre I-</u> Organisation des travaux (30 points)	L'approche de ce chapitre sera appréciée notamment au travers des éléments suivants :	Sous critères	Points
		-Méthodologie d'exécution des prestations. -Mode opératoire de réalisation des ouvrages	10 points
		- Moyens humains et matériels spécifiques au chantier -Organigramme nominatif des personnes affectées spécifiquement au chantier	10 points
		- La liste des contraintes et points critiques spécifiques au projet et les réponses apportées par l'entreprise.	10 points
<u>Chapitre II-</u> Planning/Phasage des travaux (30 points)	L'approche de ce chapitre sera appréciée notamment au travers de l'élément suivant :	Sous critère	Points
		Le programme d'exécution des ouvrages indiquant la durée des différentes phases du chantier et leur enchaînement sous forme de planning par phase de travaux. L'entreprise doit démontrer qu'elle est capable de respecter le planning prévisionnel voire de l'améliorer (nombre d'équipes, tâches et chronologie, durée des tâches...). Gestion des accès (école, riverains,...) et dossier d'exploitation	30 points

		Sous critère	Points
<u>Chapitre III-</u>			
Provenance des matériaux + des matériels + des végétaux + fiches techniques et notices techniques (20 points)	L'approche de ce chapitre sera appréciée notamment au travers des éléments suivants :	La provenance des matériaux. Les fiches techniques des matériaux. Les notices techniques des matériels.	20 points
<u>Chapitre IV-</u>	Hygiène et sécurité (10 points)		
	L'approche de ce chapitre sera appréciée notamment au travers des éléments suivants :	Sous critères	Points
		Les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et l'hygiène du personnel sur le chantier, avec identification des dangers et des mesures de protection face à ces dangers. Les principales mesures sanitaires prises par l'entreprise relative au COVID19.	5 points
		Les qualifications et formation en matière d'hygiène et sécurité des personnels affectés au chantier	2.5 points
		Les moyens mis en œuvre pour la protection et la propreté du chantier	2.5 points
<u>Chapitre V-</u>			
Développement durable (10 points)	L'approche de ce chapitre sera appréciée notamment au travers de l'élément suivant :	Sous critère	Points
		Le dispositif de gestion des déchets (gestion des produits sensibles, identification des déchets, classe et quantités, moyens utilisés pour le tri, le stockage, la traçabilité, l'évacuation...etc) et insertion sociale	10 points

Notes attribuées	Contenu du mémoire
0	Renseignements non fournis : Le mémoire technique ne traite d'aucun élément relatif au projet pour le sous critère concerné.
1	Renseignements très imprécis : Le mémoire technique ne traite que de quelques éléments relatifs au projet pour le sous critère concerné. Offre insuffisante pour le sous-critère concerné
2	Renseignements incomplets et insuffisamment adaptés au projet : Le mémoire technique ne répond que partiellement aux attentes pour le sous critère concerné. Offre partiellement insuffisante pour le sous-critère concerné
3	Renseignements fournis répondant aux attentes minimales du projet : Le mémoire technique traite des éléments principaux relatifs au projet mais ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres candidats. Offre suffisante pour le sous-critère concerné
4	Renseignements fournis correspondant aux attentes du projet : Le mémoire technique présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification. Offre jugée bonne et avantageuse pour le sous-critère concerné
5	Renseignements fournis complets, explicites et parfaitement adaptés au projet : le mémoire technique traite de façon circonstanciée l'ensemble des éléments du projet pour le sous-critère concerné. Le mémoire technique présente un grand nombre d'avantages particuliers par rapport aux autres candidats, ceci sans tomber dans la surqualité ou la surqualification. Offre jugée très intéressante pour le sous-critère concerné

5.2. Rejet automatique des offres

Les offres seront automatiquement considérées comme irrégulière si :

- L'acte d'engagement est absent, non signé ou modifié.
- L'offre arrive hors délai ou l'avis de réception est émis après les date et heure limites de réception
- Le pli n'est pas cacheté
- Une pièce de l'offre est manquante.
- Le délai d'exécution dépasse le délai maximum.
- Les pièces contractuelles sont modifiées ou rectifiées (sauf les mentions réservées au candidat)
- Incompétence de l'entreprise pour l'exécution du marché

Les réserves éventuelles des candidats sur l'exécution du marché feront uniquement l'objet de remarques sur un document annexe spécialement créé à cet effet. Toute modification des pièces du dossier de consultation ne sera pas prise en compte.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire dans l'attente que le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations des articles 46-I et 46-II du Code des marchés publics. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. En l'absence de remise de ces documents, l'offre sera rejetée et le candidat classé deuxième sera choisi.

Article 6. Visite

Aucune visite n'est imposée.

Article 7. Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les modalités d'utilisation du profil d'acheteur et notamment de réponse électronique sont indiquées sur le lien suivant : <https://webmarche.adullact.org/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

7.1. Transmission électronique

Depuis le 1er octobre 2018, la totalité des procédures de passation des marchés publics lancées après le 1er octobre 2018 sont dématérialisées. A ce titre :

- les dossiers de consultation ne pourront être retirés que sur le profil d'acheteur
- les questions et réponses en cours de procédure ne se feront que via le profil d'acheteur
- les offres devront être déposées uniquement sur le profil d'acheteur
- les lettres de rejet, notifications... se feront via le profil d'acheteur

C'est pourquoi, la **remise des offres par voie dématérialisée doit être réalisée** sur ce lien : <https://webmarche.adullact.org/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=505112&orgAcronyme=r5m>

Les offres doivent être remises avant la date et l'heure limite de réception des offres.

7.2. Signature

Seul l'acte d'engagement doit être signé. Deux modalités sont possibles :

- signature manuscrite scannée
- signature électronique authentifiée selon la réglementation en vigueur.

La signature électronique est fortement recommandée. En cas de signature électronique, seul l'acte d'engagement doit être signé et celui-ci ne devra à aucune étape être rematérialisé (pas d'impression et de scan).

La collectivité ne souhaite pas rendre obligatoire la signature électronique pour le moment. Il est toutefois recommandé aux candidats d'en acquérir une.

Si l'acte d'engagement n'est pas signé par le candidat, celui-ci devra être régularisé pendant la période de standstill .

7.3. Format des fichiers

Le candidat devra déposer les offres en format .pdf ou compatible avec la suite microsoft word.

7.4. Copie de sauvegarde

Le candidat a la possibilité de transmettre, en même temps que l'offre dématérialisée, une copie de sauvegarde répondant aux conditions fixées à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde NOR : [ECOM1800783A](#).

La copie de sauvegarde doit être remise dans les délais prévus pour la remise de l'offre dématérialisée. Elle peut être transmise soit sous support papier soit sur un support physique électronique.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

« 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres »

Si une offre fait uniquement l'objet d'une copie de sauvegarde, sans dépôt électronique, l'offre est considérée comme non déposée et donc non analysée.

La copie de sauvegarde est transmise dans un pli comportant les mentions suivantes :

Copie de sauvegarde

REQUALIFICATION RUE DU GENERAL SARRAIL - BELLEVILLE SUR MEUSE

Travaux de voirie et d'éclairage public

24C4807

NE PAS OUVRIR

Les copies de sauvegarde doivent parvenir à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération du Grand Verdun

Cellule Achats

11 Rue du président Poincaré

BP 80719

55107 VERDUN

Article 8. Renseignements complémentaires

8.1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **5 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite. Cette demande devra être transmise via le profil d'acheteur.

Les demandes transmises par tout autre biais ne pourront être traitées. Une réponse sera apportée au plus tard **2 jours** avant la date de remise des offres.

Si le profil d'acheteur est indisponible, le titulaire peut utiliser l'adresse mail figurant en page de garde du RC. Il doit cependant démontrer l'indisponibilité de la plateforme en joignant à son mail une capture d'écran montrant la défaillance de la plateforme.

8.2. Echanges

L'intégralité des échanges se déroulera via le profil d'acheteur (questions, demandes de renseignement, rejet, notifications...). A ce titre, le titulaire doit y créer un compte lié à une adresse mail consultée fréquemment.

La notification du marché interviendra via le profil d'acheteur. Le titulaire devra absolument accuser réception de ce mail par les moyens mis à disposition par la CAGV (retour de mail, signature attestation....)

AUCUNE PRESTATION NE POURRA INTERVENIR AVANT LE RENVOI DE CETTE ATTESTATION datée et signée.

En cas d'indisponibilité du profil d'acheteur, les échanges à l'initiative de la CAGv pourront intervenir par mail à l'adresse mail figurant sur la lettre de candidature du candidat.

Article 9. Droit et Langue applicable

Le Tribunal Administratif de Nancy est seul compétent (5 place de la Carrière, 54 000 NANCY). Le marché pourra faire l'objet d'un référé précontractuel avant sa signature ainsi que d'un référé contractuel dans les conditions de délai prévues à l'article R551-7 du CJA. Enfin, le recours de plein contentieux en contestation de la validité du contrat est ouvert dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

Article 10. Négociation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de négocier avec tout ou partie des candidats s'il l'estime nécessaire.

La négociation pourra porter sur tout élément de l'offre ainsi que sur le prix.